

Réflexions sur le sens de l'animation socioculturelle

Retour sur un débat organisé
le 19 novembre 2015
à la Maison de Quartier de Saint-Jean

Mise en scène des propos des intervenants : Pierre Varcher



Une soirée, un débat sur le sens de l'animation socioculturelle

Il nous semble important quand on fête un anniversaire d'une Maison de Quartier de prendre un peu de recul, d'avoir un moment de réflexion sur ce qu'on y fait et surtout sur les valeurs et les finalités de ce qu'on fait. C'est pourquoi, le 19 novembre 2015, la FCLR et la Maison de Quartier de St-Jean qui fêtait ses 30 ans ont organisé un débat sur le sens, le rôle et l'importance de l'animation socio-culturelle et socio-éducative¹. En effet, bien des préoccupations politiques actuelles portent sur les questions d'intégration, de cohésion sociale, voire de société inclusive. Sur le terrain, au niveau des quartiers et des communes, des centaines de bénévoles s'engagent dans des associations pour mettre en oeuvre des actions tendant à favoriser un mieux-vivre ensemble. Parmi ceux-ci, nombreux sont celles et ceux qui oeuvrent, depuis une quarantaine d'années à Genève, dans le cadre de centres de loisirs, de maisons de quartier ou de jardins Robinson où ils collaborent de manière participative avec des animateurs et animatrices socioculturels qui apportent leurs compétences professionnelles.

Comme l'énonce la « Déclaration [romande] pour l'animation socioculturelle », en quarante ans, les contextes politiques ont évolué. Il n'est pas toujours facile de faire reconnaître la mission de ces centres et maisons de quartier et les pressions sont fortes pour réduire l'animation à un ensemble de prestations plus directement identifiables et mesurables, pour certaines davantage axées sur une participation au maintien de l'ordre ou sur un encadrement limité à la jeunesse. Il était dès lors important de s'interroger sur le fait de savoir comment l'animation socioculturelle s'inscrit dans une perspective politique visant à une meilleure cohésion sociale.

Deux questions de fond ont servi de fil rouge au débat qui fut animé par Pascal Turnherr, co-président de l'association pour l'animation des Acacias : Quel type d'animation socioculturelle promouvoir au service de quelles valeurs et finalités socio-politiques ? Quelles visées pour un engagement militant ou professionnel dans une association de centre ?

Trois intervenants ont été conviés à lancer le débat. Chacune de ces trois personnes, chacune à son niveau, représente une part importante de l'animation socioculturelle: Carole Veuthey, présidente de la Maison de quartier de Chausse-Coq, a témoigné de son engagement militant et associatif. Xavier Gilloz, animateur à la Maison de Quartier de Carouge, a évoqué le sens et les composantes de sa profession. Quant à Bernard Wandeler, professeur à la Haute Ecole de travail social de Lucerne qui vit à Zurich, il a bien sûr parlé depuis le point de vue du monde académique, de celles et ceux qui forment nos animateurs et animatrices, mais il a apporté aussi une vision globale, à l'échelle de la Suisse, puisqu'il exerce des mandats à travers tout le pays pour aider cette animation socioculturelle à se renforcer et à progresser.

¹ Ont préparé cette soirée : Claude Bodmer, Nathalie Chollet (FCLR), Xavier Gilloz, Carole Veuthey, Pierre Varcher.

Avertissement

Ce texte ne reprend pas littéralement les propos tenus pendant la soirée et ne les retranscrit pas dans l'ordre où ils ont été énoncés. Il a semblé en effet plus intéressant d'essayer de recréer une contribution collective à cette réflexion sur l'animation socioculturelle en regroupant thématiquement les idées émises. Du coup, les auteurs ne sont pas nommés, leurs apports se mêlant et s'entremêlant, la forme du propos oral a été tantôt gardée pour garder son dynamisme et son authenticité, tantôt transformée pour pouvoir être lue en tant qu'écrit, des liaisons ont été ajoutées et des redondances supprimées, le « je » remplacé par « nous ». Un « nous » qui rappelle aussi que ce texte est la résultante de réflexions d'un groupe de près d'une centaine de personnes réunies un soir autour d'un thème qui leur est cher. Et que s'est construite et se reconstruite là une part de leur identité collective. Parfois, pourtant, le « je » ressurgit au détour d'un de ces encarts en grisé qui ont semblé indispensables pour rappeler la force de l'engagement personnel des gens présents.

Il ne s'agit pas non plus d'un texte collectif, car les auteurs des interventions lors de la soirée ne sont pas intervenus dans la rédaction, ni, du reste, dans la relecture. Mais c'est bien leurs idées, mises ensemble, qui parfois se complètent, parfois s'opposent, qui ont permis de dresser cet état des questions sur le sens de l'animation socioculturelle.

Etat des questions d'un soir que nous n'avons pas voulu laisser se diluer dans nos souvenirs, au risque de se dissoudre. D'où cette idée de passer de l'oral à l'écrit pour garder une trace, pour fournir des références. Car les différents aspects de l'animation socioculturelle évoqués ce soir-là et ces réflexions sur le sens de ce que nous cherchons à faire renvoient à des interrogations bien présentes dans l'engagement quotidien des militants de comité et des professionnels. C'est pourquoi, ici ou là, il a semblé utile, afin de mieux ancrer les propos échangés, d'insérer une référence théorique non citée lors de la soirée.

Il va sans dire que cette reconstruction de ces apports d'un soir en un opuscule ayant sa propre logique, cette tentative de synthèse, repose sur la perception et les conceptions de l'animation socioculturelle de l'auteur de la mise en scène. Il est assez pertinent de parler ici de mise en scène, car les propos des uns et des autres, une fois relevés mot pour mot, ont été déplacés pour mieux dialoguer, pour s'interpeler, se répondre, se compléter. Cette remise en ordre a exigé une lecture attentive, une réelle approche de la compréhension de ce qui a été dit afin de ne pas trahir la pensée des intervenants en réinstallant leur expression dans un nouveau contexte. Espérons que chacun se retrouvera dans ce texte et que toutes celles et ceux qui n'ont pas pu prendre part à ce débat trouvent ici matière à réflexion. Si tel n'était pas le cas, le metteur en scène en accepterait toute la responsabilité.

Un grand merci donc à celles et ceux qui ont contribué à cet opuscule par leurs interventions lors du débat : Ramses Armanios, Kate Flück, Xavier Gilloz, Jean-Marc Goy, Eduardo Herrera, Joëlle Libois, Charles Magnin, Christophe Mani, Lester Martinez, Guillermo Montano, Richard Noli, Didier Nsasa, Arianne Riesen, Etienne Rouget, Pascal Turnherr, Pierre Varcher, Carole Veuthey, Jacques André Vulliet et Bernard Wandeler.

L'animation socioculturelle : pour quoi faire ?

Vu l'actualité tragique et les débats qu'elle suscite, on pourrait penser que le questionnement posé ce soir-là de novembre 2015 était futile et en décalage avec la gravité de ce qui venait de se passer². Mais - et ce texte est là pour en témoigner - au détour de ce que les participants se sont dits, de ce qu'ils ont entendu, plusieurs moments ont permis d'abord de ne pas désespérer du genre humain, ce qui est déjà une très bonne chose au vu des événements tragiques qui parsèment l'actualité, et aussi de se rendre compte que l'animation socioculturelle est le premier rempart contre toutes ces haines, ces conflits, ces dérives vers des extrêmes qui peuvent arriver à s'exprimer dans la barbarie.

L'animation socioculturelle, premier rempart contre la barbarie ? N'est-ce pas un peu présomptueux ?

Pour un profane, le terme d'animation, pris dans son sens commun, risque bien d'évoquer la capacité de mettre de l'ambiance dans une soirée ou dans un centre commercial. En Suisse alémanique aussi, ce terme pose problème, car il renvoie à l'animation dans les bars ou sur les plages... Il fait surgir la représentation du gentil animateur dans les clubs de vacances....

Pourtant, l'ambition des militants des associations de maisons de quartier et de centres de loisirs ainsi que des professionnels de l'animation a toujours visé un but social bien plus élevé : faire en sorte de créer un mieux vivre ensemble. Dans cette perspective, les bailleurs de fonds, communes et canton, versent plus de 60 millions de francs par année dans les différentes associations militant dans le champ de l'animation socioculturelle, plaçant ainsi Genève au premier rang des subventionneurs dans ce domaine. A nous d'utiliser au mieux cet argent, c'est une vraie responsabilité citoyenne. Mais à quel problème social associations et subventionneurs s'attellent ? A-t-on vraiment identifié le problème que nous devons résoudre ? Avons-nous traduit ce problème à résoudre dans des prestations clairement évaluables centre par centre ? Parce que le bien vivre ensemble, évidemment, on est tous d'accord. Les valeurs que nous partageons de solidarité, d'égalité des chances, d'équité, c'est absolument fondamental. Du reste, nous pouvons être persuadés que, dans cette salle, nous partageons tous les mêmes valeurs et que nous sommes tous capables de favoriser la démocratie, de lutter et de militer sans avoir besoin d'animateurs régulant la manière dont nous pourrions intervenir.

*Moi, j'invite volontiers dans mon salon, et je l'ai fait pendant des années, habitantes et habitants de ma commune pour lutter contre une décision stupide, pour améliorer tant que faire se peut la qualité de la vie.
Pas besoin d'animateur pour ça...*

Se pose donc une question qui peut paraître tout à fait basique, et ce n'est pas toujours facile d'oser la poser dans une assemblée persuadée que tout ce qu'on fait est parfait, mais il faut se la poser quand même : quand on parle d'animation socioculturelle, quelles sont les prestations que nous devons véritablement offrir à notre population pour résoudre des problèmes et quel(s) problème(s) ?

² La soirée de débat a eu lieu moins d'une semaine après les attentats de Paris du 13 novembre 2015.

Quand on débat du sens de l'animation socioculturelle et de l'engagement des militants des comités et des professionnels, trop souvent, on a de la peine à distinguer le comment du pourquoi. On est sans arrêt en train de passer de l'un à l'autre. Or, on a tout intérêt à bien distinguer ces deux niveaux, car ils présentent chacun des obstacles et sont source de difficultés.

Sur le plan du comment, les débats font le plus souvent surgir cette nécessité pour les animateurs-trices de bricoler, de se réinventer continuellement, d'où découle ce questionnement de savoir si les professionnels de l'animation sont bien outillés. C'est alors toute la question de la spécificité de cette formation d'animateur qui est posée. Mais derrière cette problématique, que nous traiterons plus loin, il y a toute la question de savoir si nous, qui sommes engagés dans l'animation socioculturelle, sommes suffisamment au clair sur ce que nous cherchons. C'est bien le niveau du « pourquoi » on agit. Autrement dit, à quel problème s'attelle-t-on quand on fait de l'animation ?

Précisons bien que le problème n'est pas entendu ici comme quelque chose de négatif, une difficulté à surmonter. Ce qui est en jeu, c'est l'exigence de problématiser, dans le sens d'acquérir la capacité d'explicitier ses questionnements et ses hypothèses de réponse, de les ordonner, de les mettre en lien. Si on arrivait à faire en sorte que, dans la formation et ceci depuis l'école, tout un chacun apprenne à problématiser plutôt que d'apprendre à répondre à des questions qu'on ne se pose pas, on ferait déjà un grand pas. Donc, même si nous n'avons pas encore appris à le faire, il est essentiel que nous apprenions, militants et professionnels, à problématiser pour pouvoir clairement énoncer qui nous sommes, ce que faisons ensemble et pourquoi.

Il est vrai que ce soir, on pourrait presque se dispenser du « pourquoi », car il y a dans cette salle une homogénéité de pensée à partir du moment où ne sont venues quasiment que des personnes engagées dans l'animation socioculturelle. Nous nous connaissons pratiquement tous et, du coup, nous n'éprouvons pas le besoin de se redire ce que nous faisons ensemble. Malheureusement, il n'y a pas ou peu de politiques qui ont répondu à notre invitation. Or, il ne faut pas oublier qu'il y a des municipaux ou des députés au Grand Conseil, et donc une partie de la population, qui disent que nous ne servons à rien, parce qu'il n'y a pas de problème à régler à leurs yeux. Or, il faut que nous soyons plus forts par rapport à ces courants de pensée-là. Donc arriver à problématiser notre action et arriver à dire dans quel champ on veut agir et pourquoi. Mais soyons très clairs : le propos n'est pas d'aller, comme cherchent à l'imposer les managers de la nouvelle gouvernance, vers la définition d'un problème, puis sa résolution en termes d'objectifs mesurables à atteindre et leur évaluation en termes d'efficacité. Il s'agit juste de prendre conscience que nous sautons trop facilement l'étape consistant à poser une problématique dans le contexte qui est le nôtre actuellement, problématique qui justifie notre engagement.

Certains peuvent laisser entendre que les finalités de l'animation sont claires, que l'animation ne change pas. Mais, d'abord, il faut se souvenir que l'animation, ce n'est finalement pas un vieux truc. Par exemple, lorsque la diversité était créée à Genève par l'afflux de Fribourgeois et de Valaisans, ou, plus anciennement, par les Savoyards, et que cette diversité était souvent source de bagarres, les « autres » se faisant facilement tabasser par les autochtones dans les bistrotts, il n'y avait pas d'animateurs pour essayer de faire en sorte que ces tensions ne dégénèrent pas en conflits ouverts. L'animation, c'est quelque chose de récent et même dans sa courte histoire, il ne semble pas qu'elle ait toujours été justifiée par les mêmes problèmes sociaux. Pour les plus vieux d'entre nous, quand ils se sont engagés là-dedans, dans les années 70-80, l'animation reposait quand même, grosso modo, sur une visée de démocratisation de l'accès aux loisirs. Et sur l'idée que par une

démocratisation de l'accès aux loisirs, on pouvait développer une société plus juste et plus démocratique. Il semble clair maintenant qu'il faut dépasser cette problématique-là : il n'y a jamais eu autant de facilités d'accès aux loisirs que maintenant, et est-ce que pour autant la société est devenue plus démocratique ? Pas évident... En fait, le problème est devenu très différent : cette diversité sociale et culturelle que tout le monde ici voit comme une richesse, une majorité des gens que nous avons élus la voit comme un danger et la rejette. Alors que nous, nous disons qu'il faut la travailler. C'est là-dessus que nous devons porter notre attention et, à partir des questions que cela pose, arriver à problématiser.

Pour ma part, si je m'engage, c'est parce que je pense que si personne ne fait rien, on a une société qui va partir en morceaux, vers une ségrégation de plus en plus marquée, avec les riches d'un côté, les pauvres de l'autre, des jeunes en groupes et des vieux isolés. Dans le quartier, ça se marque par exemple avec des nouveaux arrivants qui s'installent dans les étages rajoutés aux immeubles surélevés - surélévations qui contribuent à une hausse des loyers - et qui ne voient pas leurs voisins, car on leur a souvent construit un ascenseur direct. Et j'estime, par intuition peut-être, que la ségrégation n'est pas un bon modèle de société, car elle entraîne des méfiances et des peurs réciproques et génère encore plus de séparations, d'exclusions.

De plus, la marchandisation croissante de tous les domaines génère de l'inégalité, car l'accès aux marchés dépend du niveau de vie des gens et principalement des facilités ou non que telle ou telle personne a pour accéder au marché du travail. Et tous ces marchés, emploi, logement, santé, éducation sont générateurs d'inégalités.

Mais ce point de départ, il faut que nous le posions : sommes-nous tous d'accord avec ça ? et comment voyons-nous l'évolution de la ville, de la société : est-ce que nous allons vers des tensions accrues, vers de l'isolement de plus en plus marqué de certains ? et que pensez-vous que nous devons faire : laisser aller ? essayer d'agir ?

Et si nous étions là pour regrouper les énergies de ceux qui veulent lutter contre ces forces sociales, contre ces causes de ségrégation ? Et si nous affirmions que, dans le cadre de l'animation socioculturelle, des maisons de quartier et centres de loisirs, nous nous engageons parce que nous pensons que les divisions, les exclusions, les désaffiliations, c'est mauvais pour la société ?

Si nous posons clairement ces questions, nous provoquerons différents types de réponses sur le plan politique : d'un côté, ceux qui considèrent que c'est à chacun de lutter, chacun pour soi et que le meilleur gagne, ainsi que ceux qui estiment que le corps social est « animé » et qu'il est à même de réagir seul, sans qu'on ait besoin d'un investissement dans l'animation socioculturelle. Et d'un autre côté, ceux qui nous rejoignent. A ce moment-là, on aura un vrai débat de fond. Et dans ce débat, nous, les militants et professionnels de l'animation, devons nous affirmer et dire : « Je suis animé par cette conviction, par ce souci d'une société dans laquelle les forces actuelles poussent au creusement des inégalités et des fossés sociaux et je suis persuadé que ça ne va pas se résoudre comme ça. De plus, je suis animé de ce souci, mais je n'ai pas tous les outils pour affronter ce problème, donc je ne peux pas faire tout seul. Et c'est pour ça que j'ai besoin de professionnels de l'animation socioculturelle. »

Animation socioculturelle : sens et mise en oeuvre

L'animation socioculturelle vise donc à créer un mieux vivre ensemble afin de lutter contre les risques de creusement des inégalités, des ségrégations. Mais le terme « animation » ne laisse-t-il pas penser, à tort, que le corps social est inanimé et qu'il a besoin d'être réanimé.... ce qui pourrait entraîner l'idée d'une profession chargée de donner la vie dans les quartiers ou d'oeuvrer à l'image d'une infirmière ?

Alors quel est le rôle, la place de l'animateur par rapport au corps social et par rapport aux autres travailleurs sociaux, assistants sociaux ou éducateurs ? N'est-il pas plutôt un facilitateur, pour permettre aux habitants de se regrouper et de s'animer collectivement ? ou, pour utiliser la métaphore de la sage-femme, celui qui aide à l'accouchement : l'animateur accompagne, il soutient des groupes sociaux, surtout dans des moments plus difficiles.

Dans les milieux de l'animation, lorsqu'on veut justifier son rôle - et les dépenses publiques engagées - on utilise souvent des « gros » termes comme « cohésion sociale », « justice sociale », « équité ». Mais il faut aller plus loin que ça et expliquer ce que ça implique, ce que ça veut dire quand on cherche à mettre en oeuvre cela dans le quartier.

L'animateur est un professionnel qui non seulement doit certes faciliter la réunion de gens, la création de liens, mais il doit en même temps aider à mutualiser les idées que ces gens ont, afin d'en faire un ou des projets. Car c'est parce qu'ils sont regroupés ensemble sur un projet - que ce soit une opposition à un plan d'aménagement du quartier, l'expression d'un besoin de lieu pour la garde des enfants, l'envie d'organiser une fête pour le quartier, ... - que les gens mettent en arrière-plan ce qui les différencie : leur origine, leur langue, leur religion, leur milieu socioculturel... C'est ça le pari de l'animation socioculturelle. A un étudiant qui lui demandait un jour une définition courte, Jean-Claude Gillet³ a répondu : « Le travail socioculturel, c'est le travail autour de la démocratie ».

Ce travail sur la démocratie, c'est dans l'association qui gère la maison de quartier ou le centre de loisirs qu'il commence, dans cet interface militants - professionnels : ces militants, ils sont là, car ils trouvent chacun un sens à s'engager pour cette association, mais ils ont des parcours de vie, des engagements, des profils politiques différents. Alors, l'élément régulateur, c'est l'animateur. Avec ces militants représentant de la diversité, il doit veiller à ce que du collectif se construise, que la démocratie se vive.

Sur un plan plus large que celui de l'association, celui du quartier, de la ville, l'animation est une profession qui est au coeur des changements. C'est difficile d'y faire un travail autour de la démocratie. Alors, on a pris l'habitude de bricoler, d'avancer au coup par coup. L'important, c'est d'abord d'être ouvert, d'accueillir, de rencontrer ces gens, de leur montrer qu'ils ont une place. Ensuite, il faut construire petit à petit, car il y a tellement d'étapes dans la participation. Et tout dépend de ce qu'on entend par participation. On peut commencer par des choses toutes simples, comme juste de passer un moment ensemble.

En prenant un peu de recul, on constate vite que ce travail autour de la démocratie, cette idée de transmission et de construction de valeurs comme la solidarité ou l'égalité, ramènent à toute la question de l'éducation. Cet aspect éducatif qui est au coeur des actions de l'animation

³ Jean-Claude Gillet est professeur émérite en sciences de l'éducation à l'Université de Bordeaux, auteur de nombreux ouvrages et articles sur l'animation professionnelle.

socioculturelle fait qu'il y a énormément de liens entre l'école et les maisons de quartier. Non seulement, il y a une complémentarité sur le plan temporel, puisque l'école accueille les enfants pendant toute la journée et les maisons de quartier prennent le relais après les heures scolaires et surtout pendant les jours de congé et les vacances. Mais aussi, les maisons de quartier possèdent un atout extrêmement important, c'est le lien qu'elles sont à même d'établir avec les familles. Dans l'enseignement, le lien avec les familles est souvent plus limité. Pourtant, toute la question de l'écoute et celle d'avoir un lieu de parole, d'échange de partage paraît fondamentale dans l'éducation et l'encadrement des jeunes.

Enfin, sur la question fondamentale de l'apprentissage - qu'est-ce qu'apprendre ? que faut-il apprendre ? comment apprendre ? - l'école a imposé son modèle. Or, nous n'avons pas intérêt à ce que ce modèle soit hégémonique. Comme pour bien des questions sociales, la société a besoin d'avoir beaucoup de laboratoires pour mettre en oeuvre d'autres approches. Les maisons de quartier ont la possibilité d'être des laboratoires dans de nombreux domaines et elles peuvent aussi jouer un tel rôle dans le domaine de l'apprentissage : elles peuvent en effet nous faire entrer dans un monde qui n'est pas celui de l'évaluation permanente.

En ce qui concerne l'encadrement des jeunes, l'animation socioculturelle a un apport important, qui m'attire beaucoup, en ce sens qu'elle accueille ces enfants et ces adolescents sans catégorisation et sans évaluation. A l'école, tout ce qui se fait est évalué, les enfants sont toujours évalués, car on doit mesurer les compétences qu'ils sont en train d'acquérir. Or, ce n'est pas du tout le cas dans l'animation socioculturelle et cela me paraît fondamental et, du coup, l'animation devient très complémentaire de l'école.

Relevons un autre domaine d'action pour l'animation socioculturelle : la conjoncture historique dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui est celle du triomphe de la marchandisation de tout. Une marchandisation qui est facteur de creusement des inégalités. Les maisons de quartier doivent donc être des lieux de résistance à cela, elles peuvent, dans ce domaine aussi, servir de laboratoire pour créer des espaces libérés de cette logique-là.

Enfin, nombreux sont ceux qui se plaignent de la diversité culturelle actuelle issue des migrations. C'est oublier qu'il y a eu une époque où Genève a été envahie de hordes de Valaisans, de Fribourgeois, voire de Tessinois dont les us et coutumes étaient aussi différents de ceux des locaux que les us et coutumes des migrants actuels. On est toujours dans un mouvement d'intégration et d'équilibrage qui nécessite d'être repris continuellement. L'animation socioculturelle participe de ce mouvement en partant du principe qu'on ne doit pas tant travailler sur les différences qui ont tendance à séparer, mais bien plutôt travailler sur ce qui rassemble, sur les besoins et envies communs qui sont rassembleurs.

Il y a une question que j'aimerais soulever : celle des gens dont on dit qu'ils sont venus d'ailleurs. Moi, je suis venu d'ailleurs et j'ai des enfants qui sont nés ici. Je vous assure que mes enfants connaissent mieux la Suisse que moi en termes de culture. Et le porteur de conflit, est-ce que c'est moi ou est-ce que ce sont mes enfants ?

Ce qui est très intéressant dans la discussion sur le sens et le rôle de l'animation socioculturelle, c'est cet enjeu multiculturel qui a l'air de s'être imposé tout de suite dans le débat comme un enjeu central. Mais attention de ne pas simplement affirmer qu'on est dans un mouvement continu d'intégration et d'équilibre : l'enjeu historique est certes de savoir dégager les permanences, mais aussi celui de savoir faire émerger les différences en fonction des conjonctures. Il faut donc bien apprendre à distinguer ce qui est neuf, de ce qui est de la simple répétition. De ce point de vue, nous avons tout intérêt à considérer que les maisons de quartier ont la possibilité, une fois encore, d'être des laboratoires, notamment pour mutualiser les idées et les apports des habitants afin qu'ils puissent se transformer en projet.

Ce qui m'attire aussi beaucoup dans l'animation, c'est l'aspect mélange : mélange culturel, sociologique, générationnel, ce qu'on retrouve beaucoup moins à l'école, en particulier quand on s'occupe de jeunes enfants.

De manière générale, les gens vivent beaucoup dans leur monde, chacun a tendance à fréquenter plutôt des personnes appartenant au même milieu, alors que dans les maisons de quartier, on peut beaucoup partager avec des personnes d'autres milieux. Et ça, c'est un travail essentiel qui y est effectué.

Et ce qui est essentiel aussi dans les maisons de quartier, c'est tout ce travail pour compenser cette tendance générale à l'individualisme que l'on constate dans notre société. Par exemple, certains centres ont mis en oeuvre l'idée de ne pas louer des salles, mais de les mettre à disposition des habitants contre une participation à un évènement, à une action. C'est non seulement une manière de dire : « ce lieu est à vous, mais ce n'est pas cadeau », mais c'est surtout une façon de transformer une demande, un besoin individuel - souvent généré par l'exiguïté des appartements et le prix des loyers - en une possibilité d'insertion dans une action collective, en une occasion de partage avec d'autres habitants du quartier, en une ouverture vers des actions qui font sens.

Une maison de quartier peut donc être un laboratoire tout à fait décisif pour libérer des territoires et libérer des choses dans nos têtes, libérer des possibles. C'est à cette condition qu'un véritable travail sur la démocratie et la cohésion sociale peut être réalisé.

Pourquoi s'engager dans une maison de quartier ou un centre en tant que bénévole ou professionnel ?

Il a été relevé à plusieurs reprises, lors de la soirée, que le fait de « donner un nouveau souffle » aux habitants, au quartier, est un élément constitutif de l'animation socioculturelle. On peut discerner là un élément identitaire propre aux acteurs de l'animation qu'ils soient professionnels ou bénévoles. Il y a donc indéniablement dans cet engagement un aspect militant.

Mais sur quoi repose ce militantisme ?

D'abord, et indéniablement, un ancrage sur des valeurs qui sont ressenties comme essentielles: la question de la solidarité, celle de la lutte contre les inégalités et celle de l'intégration sont ces questions qui font que les acteurs investis dans les centres et les maisons de quartier trouvent du sens dans leur engagement. Plusieurs membres de comité insistent sur le fait que ces valeurs les ont également poussés à choisir le domaine professionnel dans lequel ils sont investis.

De plus, dans le cadre de l'animation socioculturelle, ces valeurs ne sont pas seulement énoncées, mais on cherche continuellement à les faire vivre, à les partager.

En tant qu'animateur dans une maison de quartier, j'ai l'impression de bosser pour entretenir une sorte de bulle d'air dans le quartier en faisant la promotion de standards de valeurs qui ne sont pas les mêmes que les valeurs dominantes. On est sur autre chose. Et ça fait du bien, car chacun a sa place dans un lieu comme ça.

Pour un-e animateur-trice, la valeur d'égalité et le principe de participation donnent du sens à ce qui sous-tend leur action professionnelle - permettre la mise en action des habitants - et donnent toute son importance à l'idée de « faire avec » et non « pour » ou « à la place de ». Et ces valeurs et intentionnalités ne pourraient être mises en oeuvre si, en amont, tout cela n'était pas porté par un sens aigu de l'accueil : l'accueil ressenti comme dimension constitutive de l'animation.

Evidemment, un autre élément est fondamental pour que les militants continuent à s'investir dans un comité d'association : c'est le plaisir. C'est aussi parce que ils y trouvent beaucoup de plaisir que les gens s'investissent. C'est une dimension primordiale.

Enfin, l'enrichissement personnel est aussi relevé comme un moteur du militantisme, enrichissement issu des échanges. Ce qui intéressant dans les comités de maison de quartier, c'est que c'est très mixte. Il y a des personnes de milieux différents. Or, on a souvent tendance à ne fréquenter que des personnes du même milieu que soi. Tandis que là, on est confronté à des gens qui peuvent penser différemment, qui viennent d'horizons différents, et cette nécessité de se décentrer, de comprendre le point de vue de l'autre est vécu comme un enrichissement très fort.

Pour moi, je m'en fous d'avoir une opinion politique de gauche ou de droite, le plus important, c'est de travailler ensemble. Et je peux vous dire que dans notre association, nous avons de tout dans notre comité. Et quand je vais leur demander s'ils veulent venir avec nous pour militer ou faire quelque chose, je ne vais pas regarder qui ils sont.

De plus, l'échange avec les professionnels permet aussi d'avoir une autre vision des problèmes de société.

Ce que j'ai appris de mon long parcours associatif, c'est la complémentarité entre les actions des bénévoles et des professionnels, autant ceux de la maison de quartier que les travailleurs sociaux hors murs de la commune. Et ça, c'est primordial. Nous, les bénévoles, on apprend au contact des professionnels. En fait, on apprend autant l'un de l'autre. Mais ce n'est pas une mince affaire que de s'entendre, de s'écouter.

Mais quand, en tant que bénévole, je vais témoigner à la Plateforme romande ou ailleurs sur la complémentarité avec les professionnels dans notre centre, je trouve que c'est magnifique.

Et quand je parle avec les professionnels, on ne regarde même plus qui est qui, on sait qu'on fait partie de l'ensemble. Et ça, pour moi, c'est ce qui est primordial.

Si l'aspect militant est aussi fondamental pour que l'animation socioculturelle trouve à s'organiser et se déployer, se pose alors la question de savoir comment faire pour qu'il perdure. Qu'en sera-t-il du militantisme demain dans un monde en changement alors qu'il paraît reposer sur des engagements ancrés dans une certaine tradition, celle du militantisme connu, vu et pratiqué hier et aujourd'hui ?

Ce militantisme tel que vécu actuellement repose en effet bien souvent sur des ancrages profonds, sur la conception du monde acquise dans la famille, par exemple. Ainsi un animateur pense pouvoir expliquer son engagement entre autres sur l'exemple de sa mère qui militait à Pro Juventute et au Carré.

Pourquoi me suis-je engagée comme membre de comité dans une Maison de Quartier ? Je pense que cela remonte à assez loin : j'ai des parents qui étaient assez soixante-huitards, j'ai vécu en communauté déjà quand j'étais petite, j'ai participé à beaucoup de fêtes, de festivals, ces moments où on pouvait mélanger adultes et enfants. Il y avait donc là quelque chose que j'avais déjà très jeune. J'ai toujours été impliquée dans des mouvements associatifs, par exemple dans un comité de colonie de vacances, dans des clubs de sport et j'ai même fait du scoutisme quand j'étais jeune. Donc, les valeurs que l'on retrouve dans les Maisons de Quartier, et dans la plupart de ces mouvements associatifs, j'y suis très attachée.

Mais c'est aussi souvent l'expérience, le vécu qui donne matière à engagement : tel animateur cite sa découverte du métier lors d'un stage dans un lieu où il y avait une volonté de transmettre les valeurs de l'animation, tant de la part du comité que de l'équipe. Tel bénévole raconte que c'est parce qu'il a participé à une fête qu'il a trouvé que tout cela faisait sens pour son quartier et qu'il s'est engagé au comité de l'association.

Mes liens avec la MQ ont commencé parce que j'étais enseignante en division élémentaire dans l'école qui est rattachée au quartier. Comme enseignante, j'avais des liens avec le comité et les animateurs de la MQ, en particulier pour l'organisation des fêtes dans le quartier. Ensuite, mes filles ont été des usagères très attachées à la MQ où elles participaient aux différentes activités. Et puis, j'ai eu envie de garder ce lien avec la MQ même après avoir quitté l'enseignement dans le quartier, d'abord comme membre du comité, puis mes collègues ont réussi à me convaincre de prendre le relais de celui qui avait été président pendant de nombreuses années. Pour moi, il y a donc une trajectoire assez logique.

Autre question que soulève cet aspect du militantisme comme constitutif de l'animation socioculturelle : dans quelle mesure un professionnel - un animateur, une animatrice - doit-il être militant ?

Même si je me pose de nombreuses questions, j'ai de la chance de faire ce métier, car il est passionnant et recouvre toute une série de dimensions. Mais militer pour ça, cela nécessite des réflexions permanentes, ça peut aller dans tous les sens, c'est vraiment magnifique. Et ça a du sens : pour moi, l'animation est au coeur de la démocratie participative. Donc, il faut faire comprendre que tout cela a du sens, qu'il faut donner une place à l'animation dans notre société.

La militance est-elle réservée aux bénévoles ou doit-elle être aussi un élément constitutif de l'action des professionnels ?

Dans sa modélisation de la fonction d'animation, Jean-Claude Gillet distingue 3 pôles professionnels :

- le pôle « militant », à partir duquel la fonction de l'animateur-trice est de conscientiser les populations, de travailler sur la prise de conscience de leur situation sociale et du contexte social dans lequel elles vivent
- le pôle « technique » qui permet à l'animateur de se doter d'outils pour être efficace, efficient, neutre
- le pôle « médiation » axé sur la fonction de facilitation, c'est à dire la recherche de procédures, de temps et de lieux permettant la rencontre, l'échange, la communication, la négociation entre les acteurs de son quartier.

La manière dont l'animateur actionne ses compétences dans ces 3 pôles va déterminer les différentes positions qu'il va adopter.

Dans ce modèle, la militance est donc partie intrinsèque de l'animation socioculturelle.

Animation socioculturelle et Etat. Animation et politiques sociales.

Aujourd'hui, dans les associations, tant du côté des bénévoles que des professionnels, dans un contexte démographique, économique et politique où tout évolue, sommes-nous suffisamment outillés pour faire comprendre à nos partenaires institutionnels le sens de ce que nous faisons ? Sommes-nous prêts à prendre en compte ces nouvelles diversités sociales, à relever ces défis de faire participer, de créer du collectif avec tous ces groupes sociaux ?

On a entendu avec plaisir des interventions sur les finalités de l'animation, sur la question de savoir ce qu'on fait de toute cette énergie déployée, de tout cet engagement et vers quoi tout cela doit aller. C'est assurément un questionnement central. On parle de finalités. Si l'on se réfère aux postulats de l'éducation populaire, très vite, on parlerait d'intentionnalités, c'est-à-dire pourquoi fait-on ce qu'on a décidé de faire ? Autrement dit, chercher plus loin que la finalité utile de tous ces efforts. Je vois que ce type de questionnement surgit quand on travaille localement sur le projet institutionnel d'une association : ce sont des moments où les gens discutent sur la vision du quartier, sur leurs valeurs fondamentales, sur la différence qu'ils veulent créer au niveau d'un quartier. Du coup, il y a du sens qui est dégagé pour les actions au niveau local.

A relever toutefois une difficulté : quand on change d'échelle et qu'on essaie de faire cette réflexion au niveau des 45 centres regroupés dans la FCLR, la question devient plus politique et cela crée un obstacle au débat. Pourtant, cet obstacle est surmonté au niveau local, car on ne part pas de conceptions ou de convictions d'ordre politiques, mais de constats au niveau du quartier. Ne faudrait-il pas dès lors pratiquer de même au niveau cantonal en se demandant quels constats nous faisons, quel bilan on dresse de telle ou telle action et en osant poser la question des choix à opérer en matière d'animation ?

Le problème, c'est qu'à cette échelle plus globale, on fixe généralement comme finalité à l'animation socioculturelle le bien vivre. Mais qu'est-ce que « vivre » ? Prenons le pari que si on demande ici quelle conception chacun a de la vie, on aura autant de définitions que de personnes présentes.

Ces enjeux, on les ressent partout et aussi en Suisse alémanique. Il faut donc être convaincu du pourquoi on agit dans l'animation : l'enjeu porte en fait sur les différences, la diversité et le fait de chercher à vivre cette diversité en tant que qualité. Il convient de faire en sorte que cette diversité puisse se vivre et non de vouloir uniformiser. Mais c'est difficile à gérer. Cette diversité, elle est là, elle ne date pas d'hier et elle sera encore plus accentuée dans l'avenir. Donc, il faut trouver des outils pour bien la gérer. Mais pas pour faire qu'on puisse vivre l'un à côté de l'autre, mais avec, ensemble, sans vouloir faire quelque chose d'uniforme. C'est difficile, mais c'est la raison d'être d'une maison de quartier et des gens qui travaillent là-dedans. La finalité, ce n'est pas de vouloir créer le citoyen type. Parce que ça, c'est taré. Mais d'être ouvert et de maintenir cette ouverture. Pour ça, il y a encore des efforts à faire. Certaines maisons de quartier sont trop souvent devenues des châteaux, elles ont une présence, une histoire, qu'elles imposent au risque de ne plus voir ce qui est en train de se passer dans le quartier.

La réponse à cette question du bien vivre, à celle de vivre la diversité en tant que qualité, va se construire certainement petit à petit, au fur et à mesure des expériences, en fonction des gens et de leurs envies. Mais le contexte politique actuel rend-il encore possible ces tâtonnements ? Va-t-on nous laisser jouer ce rôle de laboratoire à l'avenir, compte tenu des exigences de plus en plus fortes

et précises d'efficience ? Une des réponses possibles tient certainement dans l'affirmation que ce qui nous réunit, c'est l'animation socioculturelle et qu'il ne s'agit pas d'aller sur d'autres terrains qui ne sont pas les nôtres. Par exemple, d'aller s'occuper de difficultés qui, au départ, ne sont pas des difficultés qui nous reviennent. Il y a en effet un risque qu'on nous demande de plus en plus de faire de la prévention secondaire ou du dépistage, risque déjà avéré avec la demande institutionnelle pressante de mettre la priorité sur les jeunes en rupture.

Prévention primaire et prévention secondaire

Dans le domaine social :

La prévention primaire vise à agir sur l'environnement social afin de donner à chacun une meilleure chance d'intégration et de développer la meilleure qualité de vie possible pour tous.

La prévention primaire vise une réduction des risques potentiels identifiés tant par les autorités, les chercheurs que les habitants eux-mêmes.

Les actions développées dans le cadre de la prévention primaire se déroulent donc en anticipation, avant l'apparition d'un trouble ou d'un dysfonctionnement avéré, et s'exercent tant sur le plan collectif qu'individuel.

La prévention secondaire vise à éviter la récurrence d'évènements jugés dommageables pour l'environnement social, notamment en assurant des soutiens et suivis individuels.

Les actions développées dans le cadre de la prévention secondaire se déroulent donc en remédiation et en prévention d'une récurrence, après l'apparition d'un trouble ou d'un dysfonctionnement avéré.

Source : Commission projet Institutionnel FCLR – Glossaire - février/mars 2014

Affirmons donc que c'est l'animation socioculturelle dans une perspective de prévention primaire qui nous réunit. Revient alors au galop la question posée tout à l'heure : comment persuader les bailleurs de fonds, communes et canton, qui versent plus de 60 millions de francs par année dans les différentes associations militant dans le champ de l'animation socioculturelle que leur « investissement » est pertinent ?

Je suis tout à fait d'accord avec ce qui a été dit. Mais je relève qu'on a trop tendance à problématiser par la négation, pour changer quelque chose qui ne va pas. Je crois que nous ne sommes pas très forts pour positiver, pour promouvoir quelque chose. Par exemple, on pourrait se fonder sur la promotion de la démocratisation. Mais cela exige que nous osions nous demander : cette démocratisation, comment on la fait ? on commence par quoi ? par le quartier ? par les habitants ? par les gens qui sont autour de nous ?

Est-ce qu'on a une vraie connaissance de ça ? Moi, je ne suis pas certain. Par exemple, je suis dans un comité où on a fait un énorme boulot, on a développé un fort ancrage, mais, en même temps, est-ce qu'on a une vraie connaissance de notre quartier ? On a des populations qui sont là, à l'autre bout et on ne sait pas ce qu'elles font. Certains sont paumés et on ne sait pas à qui ils se vouent. Ces populations, on les a croisées récemment lors d'une fête, et on s'est dit : « Tiens, ils ont quelque chose ces gens, comment on fait pour les refaire venir et les garder ici ? Comment on va faire ? On va se la jouer autocentrés au risque de faire de la MQ une maison forte ? ». C'est vrai que nous ne sommes pas très bons sur la problématisation. Nous avons tout intérêt à être meilleurs : plus nous arriverons à problématiser entre nous, plus nous aurons quelque chose à proposer aux pouvoirs politiques.

Un membre du Conseil de Fondation de la FASE a rappelé qu'il y a une quinzaine d'années, on nous riait au nez dans cette instance quand on parlait de favoriser et de développer la citoyenneté. « Ça vous fait rire de parler de citoyenneté ? » leur a-t-on demandé. « Non, mais c'est un truc de gauche. » La question est donc de savoir comment on fait pour proposer un vrai projet aux autorités politiques et que ce projet soit ressenti comme ayant un sens pour tous. Il est certainement nécessaire de « brasser » mieux à tous les niveaux, celui de chaque association, celui de la Fédération, celui de l'école sociale, en s'ouvrant à l'interdisciplinarité, car cela nous manque, et peut-être que ce jour-là, on pourra proposer quelque chose de très solide au politique. Mais, pour le moment, on est un peu faiblard.

Le problème principal est qu'il y a eu une bureaucratisation au niveau des évaluations des politiques publiques. Du coup, des finalités comme justice sociale ou cohésion sociale demandent à être traduites en termes plus concrets. Il ne suffit pas, pour cette bureaucratie, que nous disions que l'animation, ça veut dire la rencontre, la rencontre entre citoyens, le lien social... Face à ces exigences, il faut affirmer que ce que nous faisons a un sens et une pertinence et admettre que ce n'est pas toujours quantifiable. Mais peut-être qu'on peut quantifier un peu. A un certain moment, cela peut être important de dire « tant de personnes sont usagers », même si, c'est évident, que pour nous, dans l'animation, la vraie question est ailleurs : que s'est-il passé entre ces gens ? est-ce que les groupes différents du quartier étaient là ? Pour nous, dans l'animation, ce qui est intéressant de savoir, c'est ce qui se passe au niveau de la qualité de la rencontre entre ces gens qui étaient là.

C'est vrai que des finalités comme le travail sur la démocratie dans le cadre d'une prévention primaire ne peuvent être traduites en termes de nouvelle gouvernance. Les contrats de prestations, les évaluations de la qualité et tous ces instruments ne sont pas adaptés. Mais cela ne devrait pas

nous empêcher de réfléchir aux moyens de renforcer l'efficacité de notre travail. Sur ce plan, peut-être qu'on devrait faire plus. Quand une personne organise pendant une année une fête ou travaille sur un projet, on aurait intérêt à encore plus développer des méthodes pour dire quel a été l'apprentissage, pourquoi on a investi tant d'heures et tant d'argent et quel est le gain. C'est évident.

On devrait aussi pouvoir argumenter sur cette dépense annuelle de 60 millions. 60 millions, d'un côté, c'est beaucoup, mais en fait, ce n'est rien du tout : quand on répare un pont, une route, l'Etat dépense des millions et il n'y a personne pour les remettre en cause. C'est remarquable que le canton de Genève et les communes investissent autant d'argent. La Ville de Zurich aussi investit chaque année 35 millions et, là, même l'UDC a réalisé que c'était un bon investissement. Ils commencent à comprendre qu'il faut investir pour la vie dans ces quartiers, parce que si on attend que dans certaines familles, les enfants n'aillent plus à l'école puis atterrissent dans les services sociaux, ça leur coûtera encore beaucoup plus cher. C'est un calcul purement économique. Mais peut-être qu'on devrait aussi faire ce calcul, question d'être économiquement plus malin en disant comme un animateur zurichois qui s'adressait à la commune : « Si tu me donnes 50'000.- francs, je monte un projet pour les jeunes du quartier afin qu'ils se motivent et évitent d'aller au dixième degré dans une classe de réinsertion où chaque élève coûte 25'000.- francs à la commune chaque année. » L'affaire fut conclue et le projet a permis à 8 jeunes de se trouver un apprentissage, ce qui a permis à la commune d'économiser 150'000.- francs.

Mais reste à déterminer si le travail effectué a été un travail d'assistant social, d'éducateur ou d'animateur...

Toute la question est de savoir si on doit obéir à ce type d'injonction. Si l'on admet que l'animation socioculturelle est une forme de résistance, alors, s'il y a résistance à avoir, c'est justement pour permettre à chacun de définir sa vie, d'exercer son droit de définir sa vie, et pas en termes de survie. Le problème, c'est qu'avec une telle finalité, c'est tellement large qu'on se perd, parce qu'on ne sait plus nous-mêmes où on est. Vous pourrez mettre tous les contrats de prestations que vous voulez, et aussi toutes les évaluations qu'on veut, ce sera juste impossible. Mais alors, comment justifier notre rôle ? Et c'est là qu'on voit que l'animation est aussi, paradoxalement, une forme d'obéissance : on se raccroche trop à l'idée d'obéissance et on est trop obéissant. On cherche à composer. Mais dans un tel cadre, il faut se reposer plutôt la question de la résistance : il faut résister parce qu'on n'arrive plus à obéir à des injonctions paradoxales. On s'est aperçu dans les bagarres syndicales que pour obéir (par exemple aux finalités de la loi), il fallait désobéir (par exemple à telle ou telle disposition réglementaire).

Mais le problème n'est peut-être pas seulement celui de la nouvelle gestion publique et de ses exigences en matière d'évaluation quantitative. Il est peut-être plus fondamental :

Pour nombre de décideurs politiques, la prévention primaire en termes généraux - promotion de la démocratie, solidarité, lien social - n'est pas forcément nécessaire. Ce qui leur paraît important, c'est de donner des moyens à des éducateurs avec des mandats spécifiques, pour travailler dans telle ou telle rue avec des adolescents, pour oeuvrer sur la prévention du SIDA, sur telle ou telle addiction, etc. Ils ne connaissent pas l'animation, recherchent de l'efficacité et se tournent vers des actions et des professionnels dont il perçoivent mieux les apports potentiels.

De fait, nous sommes dans un contexte vraiment peu favorable à l'animation socioculturelle. Dans le corps politique, il n'y a pas de consensus et il n'y a en tout cas pas une volonté partagée de

poursuivre les visées de l'animation socioculturelle. Tout au contraire, il y a la volonté de ne pas avoir comme objectif la participation citoyenne. Nous sommes maintenant très loin de 1986 et de Porto Alegre, mais aussi très loin des processus mis en place actuellement à Paris par Anne Hidalgo, par exemple dans le domaine de la culture. Il serait évidemment beaucoup plus facile de travailler dans nos maisons de quartier si le contexte politique était favorable. Mais ce n'est plus le cas et les militants, en tant que citoyens convaincus, ainsi que les professionnels de l'animation socioculturelle sont aujourd'hui à Genève en difficulté pour mettre en oeuvre leurs convictions et ce qu'ils ont comme mission. Et on peut se demander jusqu'où va aller cette évolution défavorable du contexte. Il est question d'attribuer une classe de salaire aux animateurs inférieure à celle des autres travailleurs sociaux, par exemple.

Je suis arrivé ici en tant que migrant et je milite depuis longtemps dans un de ces laboratoires qu'on appelle maison de quartier. Je suis sujet de cette expérimentation et je ne sais pas si je suis aussi acteur de cette expérimentation. L'animation, c'est-à-dire le travail collectif pour rendre acteurs les habitants, les citoyens, ça faisait partie du travail de l'assistant social. Aujourd'hui, je crois que l'animation socioculturelle rencontre une grande difficulté, pas de métier, mais de concept. je parle d'ici, à Genève. En tant que conseiller municipal ayant exercé 3 mandats dans une des grandes villes du canton, je crois que les gens qui donnent des moyens à l'animation socioculturelle ont tendance à couper ces moyens, soit par ignorance parce qu'ils manquent d'information sur ce qui fait la spécificité de ce travail, soit par a priori - car, pour eux, l'animation, ça ne sert à rien.

Toute cette évolution est largement bâtie sur une caricature qui veut que les animateurs ne s'occupent que de ce qui se passe dans leurs murs, qu'ils ne connaissent pas leur quartier et que c'est dans la rue qu'il faut agir... Il est dès lors important que nous ne véhiculions pas de telles caricatures. Car le problème de fond est que de telles caricatures permettent aux politiques de camoufler leur non volonté de développer la participation citoyenne.

Il est un fait qu'en général, le politique n'aime pas trop la participation. Ça ne date du reste pas de hier : quand Victor Hugo est décédé, on s'est empressé de faire ses funérailles nationales un lundi pour qu'il n'y ait pas trop d'ouvriers qui soient présents...

Ce contexte défavorable ne repose donc pas sur un problème technique - doit-on agir dans les murs ou/et hors les murs ? - mais bien sur un problème de fond politique : de nombreux politiques veulent faire de l'animateur un éducateur qui remette dans le droit chemin les jeunes qui sont mal intégrés dans une société qui n'est pas remise en question et qui est jugée bonne. A nous de dire que cela n'est pas de notre ressort et que le sens de notre engagement, tant celui des militants que celui des professionnels, est de travailler avec toute la population, avec tous les citoyens et toutes leurs contradictions, en ayant pleine confiance que tout un chacun est à même de gérer son futur.

Dans un tel contexte, comment communiquer avec des politiques ?

Je suis conseiller municipal, membre de la commission sociale et celle des finances de ma commune, deux commissions qui ne s'entendent pas trop. Et je suis aussi délégué pour faire le lien avec le centre de loisirs et de rencontre de ma commune. C'est un poste qui m'a été nouvellement attribué et j'ai une question en tant que politicien, - je suis PLR, cela ne me fait pas peur de le dire, je suis bien de droite, mais aussi spécialiste de droit international humanitaire, ce qui est la fibre qui me lie au social, aux problèmes abordés aujourd'hui. Ma question est de savoir ce qu'on peut faire en tant que politicien chargé des liens avec la maison de quartier. Comment est-ce qu'on peut, nous, au niveau du conseil municipal, être un soutien et être véritablement présents par rapport aux besoins du centre ? Je ne me rends pas compte et je ne sais pas si quelqu'un peut me répondre. Je fais appel à des expériences, tout en sachant que chaque quartier doit avoir sa particularité. Je suis juste ouvert et je découvre quelque chose et je suis content d'être là ce soir.

Deux réponses à cette question, l'une fournie par un membre de la direction de la FASe, l'autre par un président de comité d'une association :

La première réponse met d'abord l'accent sur le fait que dans cette commune, il existe non seulement un centre de rencontres et de loisirs, mais aussi une équipe de travailleurs sociaux hors murs et que c'est bien sur le lien qui peut exister entre ces deux sortes de réponses que du travail peut être mené auprès des différentes populations. Est cité alors comme exemple un projet qui est en cours aujourd'hui et qui porte sur le concept d'un bus qui va sur trois communes dont celle en question. Ce projet est géré par une équipe hors murs, mais en lien avec les maisons de quartier. Ce bus va dans les quartiers où il n'y a pas, pour le moment, de maison de quartier et qui sont, selon les animateurs mais aussi les politiciens, « des laissés pour compte » - ou plutôt, pour ne pas employer cette expression, des quartiers où il n'y a pas eu ce développement-là. Le but est de développer des actions, c'est-à-dire d'abord assurer une présence, avec notamment toute cette question du participatif : comment est-ce qu'on permet à des populations de se saisir à la fois du bien vivre ensemble et aussi des problèmes qu'ils peuvent rencontrer ? Il s'agit aussi de permettre de développer des nouveaux types de réponse.

Ce qui est jugé assez intéressant au niveau de la FASe actuellement, c'est qu'on a de plus en plus de centres qui proposent des projets qui permettent de sortir des lieux. On se rend compte que de rester à l'intérieur des structures ne suffit plus aujourd'hui, parce que, comme cela a été dit tout à l'heure, il y a un certain nombre de gens qu'on va arriver à faire venir, mais il y a d'autres gens qui ne viendront jamais. Donc la question est de savoir aujourd'hui comment on peut - et la question des limites de l'animation socioculturelle a été posée tout à l'heure - développer de nouveaux types de réponses, mais sans perdre notre âme. Cela pose la question des limites : est-ce qu'on est là pour faire de l'éducatif, du culturel, est-ce qu'on s'occupe de gens en rupture, est-ce qu'on s'occupe du tout-venant ? On devrait dire que c'est tout ça aujourd'hui, et qu'on n'a plus le choix. Il y a une complexification qui est présente au quotidien dans les questions qui sont rencontrées, et la grande force de l'animation socioculturelle, par rapport aux autres métiers du social, c'est de développer

des réponses au niveau communautaire, ce que font nettement moins les assistants sociaux - c'est peut-être regrettable -, ce que font nettement moins les éducateurs - c'est peut-être regrettable aussi. C'est donc la capacité d'être en lien avec les questions de territoire, de problèmes ou de questions rencontrées sur les territoires.

Aujourd'hui, ce qu'on est en train de développer - et vous allez dire « mais est-ce que c'est encore de l'animation socioculturelle ? » - ce sont des projets pour des mineurs migrants non accompagnés qui débarquent à Genève. Alors oui, c'est une commande politique de l'Etat qui demande « mais qu'est-ce qu'on fait avec ces mineurs non accompagnés ? ». D'habitude, ce qui se fait en termes de travail d'animation socioculturelle avec ces mineurs, c'est environ 20% du temps scolaire qui n'est pas dans le cadre d'une classe, mais justement celui d'une maison de quartier ou de projet d'animation spécifique. Le but, c'est bien de vivre ensemble, c'est d'acquérir quelque chose du partage culturel, c'est peut-être aussi découvrir Genève, etc. D'habitude, cela concerne une classe ouverte en septembre et une deuxième en janvier-février. Actuellement, au mois de novembre, il y en a déjà 6 qui ont été ouvertes. En janvier, il risque d'y en avoir 6 de plus. Pourquoi ? Parce qu'il y a un déferlement de mineurs non accompagnés qui ont entre 15 et 18 ans qui sont dans les foyers, etc. C'est aussi une action dans les abris de la protection civile auprès de mineurs, enfants et adolescents, d'origine rom, mais pas seulement, visant le développement d'une présence et d'une action d'animation.

Donc, ce n'est pas les maisons de quartier. Mais bien sûr que ça peut se faire en collaboration avec les maisons de quartier, puisque ce que nous avons pu faire l'année dernière, c'est qu'à partir du travail qui a été fait en abri ont été créés des liens avec la MQ de Plainpalais, la participation à Sporto Allegre, etc. etc. Aujourd'hui, c'est ça, les défis : comment est-ce qu'on arrive à la fois à garder toutes les valeurs qui ont été développées, à la fois garder cet esprit de résistance, de lutte contre la marchandisation, et, en même temps, rester un laboratoire, mais pas un laboratoire qui reste dans la maison, mais qui peut développer des choses. Et, par rapport au politique, on est vraiment là-dedans, de savoir comment le politique peut accepter qu'il y a de nouvelles réponses à trouver par rapport à différents sujets qu'on rencontre au quotidien, ce qu'on essaie de faire au quotidien.

La seconde réponse à la question de l'élu porte sur les attentes d'une telle collaboration entre politiques, élus municipaux par exemple, et un comité d'association :

Depuis une maison de quartier, ce que nous devrions établir comme lien avec vous, ce sur quoi nous aimerions pouvoir compter si vous voulez nous soutenir, c'est une action sur trois niveaux différents:

a) que vous ayez un souci de diffusion de la problématisation qui est la nôtre auprès de vos collègues. Il y a une sorte de devoir de faire cesser les préjugés et de faire comprendre les défis auxquels une maison de quartier essaie de répondre : cette maison de quartier, elle existe pour contribuer à faire en sorte que la commune, le quartier, n'éclate pas en mille morceaux, pour faire en sorte que les gens vivent ensemble avec leurs différences. Pour contribuer à faire vivre les gens ensemble, la maison de quartier a choisi de s'appuyer sur des professionnels de l'animation socioculturelle, parce que l'animation socioculturelle cherche à faire en sorte que les habitants se mettent en projet, parce qu'elle permet de créer du collectif autour de ce qui intéresse les gens. Il s'agit donc de faire comprendre que c'est une promotion de la participation. Mais, comme cela a été

dit, si, dans le conseil municipal ou dans le parti, il y a des collègues qui pensent qu'il ne faut pas favoriser la participation citoyenne, car ils peuvent la percevoir comme un contrepouvoir, vous pouvez nous aider en les faisant réfléchir et travailler sur cette question : n'a-t-on pas tous intérêt à ce que les habitants de notre quartier, de notre commune soient participants ? Et de faire comprendre que c'est parce qu'on « fait de la démocratie », pour reprendre les mots de Gillet, que la démocratie peut vivre. Il convient que nous fassions comprendre au plus grand nombre d'élus et de militants de partis que la démocratie participative ne s'oppose pas à la démocratie représentative, mais qu'elle la complète et la nourrit : les structures de pouvoir instituées par la démocratie représentative gardent toutes leurs prérogatives de décision, mais elles peuvent s'appuyer alors sur quelque chose qui est de l'ordre d'un tissu social plus vivant, capable d'expression de projets, de doutes, de besoins, d'envies, tissu social duquel vont émerger des groupes avec lesquels on va pouvoir discuter, échanger, négocier.

b) A un autre niveau, un politique engagé peut soutenir la ou les maisons de quartier en montrant combien il est important que l'on respecte ce principe libéral très vivant en Suisse qui est à la base des liens entre l'Etat, la commune et l'association, c'est le principe de subsidiarité. Selon ce principe, la responsabilité d'une action publique, lorsqu'elle est nécessaire, doit être allouée à la plus petite entité capable de résoudre le problème d'elle-même. Il convient donc de faire comprendre aux politiques, que, selon ce principe, il faut laisser l'association mettre en oeuvre les actions qu'elle estime pertinentes pour donner des réponses au problème posé, en l'occurrence celui de faire en sorte que la commune ou le quartier ne parte pas en mille morceaux. Certes, l'association est redevable de l'argent public qui lui est alloué et c'est pourquoi le comité doit répondre de ses choix devant une assemblée générale et devant les instances qui ont financé l'association. Mais ce n'est pas à ces instances d'intervenir dans le quotidien, par exemple en venant superviser, inspecter, voire diriger le personnel de l'association ou en dictant des missions ponctuelles. Il faut faire comprendre aux politiques que c'est justement ce principe de subsidiarité et la délégation qu'il implique qui donnent sens à l'engagement des militants bénévoles de l'association et à celui des professionnels engagés dans celle-ci. La commune a tout intérêt à défendre les associations qui oeuvrent sur son territoire et leur donner des moyens pour qu'elles restent fortes, notamment contre des tentatives de prises de pouvoir de la FASE au nom d'une nouvelle gouvernance ou de principes managériaux.

c) Enfin, il y a un troisième niveau sur lequel nous nous devons de collaborer entre politiques de la commune et association : c'est celui de la compréhension de ce qui est en train de se jouer sur le territoire du quartier ou de la commune. Sur quoi est-il important de mettre l'accent ? En quoi le contexte social a-t-il été modifié ? On a parlé par exemple d'arrivée de mineurs non accompagnés. Est-ce un problème important sur la commune ? Le principe de subsidiarité postule une certaine expertise des membres de l'association, ce que certains dans le travail social ont appelé « l'expertise du quotidien ». Parce qu'ils vivent ces relations sociales au quotidien, les membres de comité ont une bonne appréhension de leur espace vécu. Mais au niveau de la commune, on dispose d'autres données, à une autre échelle : les statistiques sur l'évolution de la population, les rapports des services sociaux, de la police municipale qui peuvent donner une autre perception du même espace. Cette « vue d'en haut » dont bénéficient la commune et l'Etat et cette « vue du dedans » qui est celle des membres de l'association devraient pouvoir se compléter. Et c'est là indéniablement un point sur lequel un délégué du municipal auprès du centre et le comité devraient pouvoir oeuvrer de concert.

Les professionnels de l'animation, ont-ils vraiment tous les outils pour jouer leur rôle ? Questions et réflexions autour de la formation initiale et continue.

Je suis animé par cette conviction, par ce souci d'une société dans laquelle les forces actuelles poussent au creusement des inégalités et des fossés sociaux et je suis persuadé que ça ne va pas se résoudre comme ça. De plus, je suis animé de ce souci, mais je n'ai pas tous les outils pour affronter ce problème, donc je ne peux pas faire tout seul. Et c'est pour ça que je m'engage avec d'autres dans une association et que nous avons besoin de professionnels de l'animation socioculturelle.

Nous ne reprendrons pas ici les spécificités qui font qu'un animateur est un professionnel qui est différent d'un assistant social ou un éducateur. On ne développera pas cette question, parce qu'elle nécessite de retracer l'historique qui est derrière et qui peut expliquer comment on est arrivé à définir un métier appelé animateur socioculturel avec ses spécificités.

Nous avons vu que le pari de l'animation socioculturelle consistait à mettre des gens ensemble sur un projet collectif pour qu'ils oeuvrent en se regroupant, quelle que soit leur origine, leur milieu socioculturel, leurs convictions politiques, etc. L'animateur, c'est donc celui qui facilite ces regroupements collectifs à partir de questionnements ou d'envies individuels, et qui doit, en même temps, aider à mutualiser les idées que ces gens ont, afin d'en faire un ou des projets. Du coup, il doit laisser toute la latitude possible aux gens pour qu'ils puissent mettre en place et conduire leurs projets. Or, trop souvent, on voit des animateurs faire ce qu'ils croient être bon pour les autres. « Faire avec » et non pas « faire à la place ou pour ».

« Quand ça menace de péter, l'animateur a la capacité d'analyse pour savoir comment on pourrait régler ces conflits, comment on peut trouver les mots justes, comment on peut faire revenir ceux qui se sont fâchés, comment agir et pas seulement réagir »

L'animateur joue alors un rôle important, mais pour cela il doit pouvoir disposer d'outils d'analyse de la situation et de méthodes pour assurer ce soutien.

La HETS m'a apporté une ouverture sur des outils, même si j'ai toujours pensé que, par rapport à ce que j'avais découvert sur le terrain, il me manquait des choses. La formation m'a permis de prendre part à des débats passionnants avec des étudiants et j'ai tout de suite vu que c'est un sujet tellement particulier qu'on est tous, très vite, particulièrement engagés. On parle toujours d'animation socioculturelle, mais on laisse peut-être trop de côté le côté éducatif. J'ai complété en médiation culturelle à Lausanne (avec stage à la Vallée de la Jeunesse, activités pour une démocratisation de l'accès à la culture où l'on met les oeuvres « en jeu ») justement pour explorer cet aspect éducatif.

Il faudrait démarrer la réflexion sur la formation en se disant que l'animation socioculturelle, c'est quelque chose de beaucoup plus large que ce qui est évoqué ce soir : l'animation socioculturelle, ce n'est pas réduit aux maisons de quartier. Certes, les maisons de quartier, c'est central, mais on ne peut pas dire que l'animation socioculturelle, c'est les maisons de quartier. Il y a aussi l'animation socioculturelle dans les ONG, dans les EMS, etc. Donc, au niveau de la formation, de l'école, on essaie d'ouvrir, d'ouvrir au maximum le champ.

Si on revient à la question du quartier et des manières d'agir dans ces quartiers, il faut arriver à définir l'animation socioculturelle, non pas en soi, mais par rapport à d'autres professions. Et c'est peut-être là la difficulté. Sur les quartiers, il est nécessaire de bosser avec d'autres : il y a tout un boulot à faire avec les urbanistes, les architectes, il y a des champs extraordinaires, il y a la culture, etc... Et l'animateur, plus il arrivera à travailler avec d'autres, plus il sera reconnu. Parce qu'on va voir alors toutes ses compétences et parce que ces compétences, elles sont là. Il n'y a plus tellement de souci à se dire quelles sont nos compétences dans l'animation. Elles sont très fortes. Si ce n'était pas le cas, si ces compétences n'étaient pas reconnus, ce métier, il n'existerait plus, il se serait dilué. Mais, en réalité, il se renforce, il y a de plus en plus de jeunes qui sont intéressés à se former en animation socioculturelle, ils sont hypermotivés. Du reste, on le voit ce soir, c'est magnifique d'entendre un jeune professionnel dire tout ce qu'il peut déjà dire de cette profession. Donc, l'outillage, il est là. Et ce qu'on n'a pas dit, c'est qu'il y a une capacité à parler. C'est très fort dans ce métier-là. Quand on regarde davantage du côté de l'éducation ou du service social, parler en public, c'est difficile, alors qu'en animation, il y a une force qui est vraiment géniale. Mais en même temps, quand on doit parler de notre métier au politique, on dit qu'on est démuni. C'est très paradoxal et il faut qu'on apprenne à parler à d'autres, et pas toujours parler entre nous. Et c'est peut-être là qu'il faut porter une attention pour l'avenir : il faut faire en sorte que l'animation s'affirme, qu'elle y aille et qu'elle ose travailler avec d'autres.

A la HETS de Lucerne qui est la seule à former des animateurs en Suisse alémanique, la question des compétences à construire pendant la formation a été reposée. Pour cela, la réflexion a commencé par la mise en évidence de quelques-uns des défis que l'animation devra surmonter en Suisse - mais c'est évidemment valable aussi pour Genève. Le changement le plus profond dans contexte de vie des gens, c'est que le monde devient de plus en plus complexe : c'est un monde où les diversités vont augmenter, où les espaces libres non commerciaux diminuent partout, où il y aura sûrement une augmentation des conflits, où on est aussi dans une tendance d'augmentation du contrôle bureaucratique qui repose sur le contrôle des dépenses et de leur pertinence, ce qui est certes légitime, mais qui provoque des tensions, des conflits. La mobilité elle aussi va augmenter. Dans ce contexte, l'animation socioculturelle a un rôle capital à jouer aujourd'hui pour faire avec les populations, pour trouver de nouveaux outils, de nouvelles approches afin que la participation et l'engagement ne fassent pas peur. C'est l'enjeu démocratique qui est au coeur de l'animation, car cet enjeu démocratique est fondamental pour le vivre ensemble.

Soutenir des gens, développer des idées avec les gens et pas à leur place. Encourager, donner des outils... Or, pour développer ces outils, il faut anticiper, réfléchir à ce qui va arriver.

Quels sont dès lors les outils et les méthodes dont l'animateur devrait avoir besoin ? Si le problème fondamental pour les gens est leur sentiment d'impuissance pour agir dans ce monde qui devient de plus en plus complexe, alors il faut leur donner la possibilité de rendre cette complexité maîtrisable. Rendre la complexité maîtrisable, c'est ce que les animateurs doivent apprendre, pour eux d'abord et ensuite pour permettre aux gens d'acquérir des outils pour, à leur tour, maîtriser cette complexité.

Mais on ne peut pas rester sur une déclaration d'intention aussi générale et il faut développer des champs prioritaires dans lesquels cette maîtrise de la complexité doit pouvoir se construire. Quatre champs ont alors été retenus comme prioritaires :

1. Le vivre ensemble par l'engagement

La manière dont les gens sont prêts à s'engager change. L'animation est surtout portée par une vieille garde. Il peut être difficile de trouver des gens qui s'engagent dans les comités à long terme. La perception de l'engagement a changé, il faut s'adapter et proposer des formes d'engagement qui ne fassent pas peur. Il ne faut pas oublier que même si une association fonctionne bien, qu'elle a de la carrure et un rayonnement, c'est justement cette carrure et ce rayonnement qui peuvent faire peur à des gens qui s'engageraient volontiers mais qui peuvent ne pas se sentir à la hauteur.

D'autre part, il faut trouver d'autres registres dans lesquels les gens peuvent s'impliquer. Il est important de continuer à offrir de telles opportunités, car l'apprentissage de la démocratie, de la participation est fondamental et il est toujours à retravailler. Or, des lieux comme une maison de quartier offrent des espaces et des temps ouverts et expérimentiels très propices à ce type d'apprentissage : ce n'est pas l'école où on est évalué continuellement, ce n'est pas un parti politique où tout est cadré, bridé, c'est un lieu où on a droit au tâtonnement, à l'expérimentation, droit à l'erreur.

J'ai choisi, pour mon travail de bachelor, de poser la question, pour l'animateur socioculturel, de son rôle quant au soutien à apporter aux jeunes artistes de sa région. Du reste, je milite personnellement dans une association pour le soutien aux jeunes artistes locaux ce qui me permet de mieux saisir les enjeux posés à un comité et ceux du bénévole.

Mais ce vivre en semble par l'engagement pose aussi toute la question des liens dans une maison de quartier - et à l'extérieur - entre bénévoles et professionnels. Qui fait quoi ? Idéalement, il faudrait miser sur la complémentarité. La HETS doit faire comprendre à ses étudiants cette idée de complémentarité avec les bénévoles, car elle est vitale dans l'animation.

Par ailleurs, les milieux associatifs sont de plus en plus soumis à des contraintes, à des nécessités d'être évalués, de se justifier, ce qui peut aussi freiner l'engagement des bénévoles. Mais, et Genève le montre bien, on peut trouver et développer des instruments d'évaluation intelligents où il n'y a pas seulement du quantitatif, des rapports à rédiger, mais où on met l'accent sur des moments pendant lesquels on doit s'écouter et où on apprend en commun. Il faut mettre l'accent sur ces nouvelles approches d'évaluation participatives. Certes, on a encore des outils à développer, mais sans devenir compliqué, sans devenir trop scientifique.

2. Le développement des quartiers et le développement socioculturel dans les villes

On parle souvent du développement durable, mais en parlant de développement durable, on oublie trop souvent le social. Mais c'est à nous de le revendiquer. Par ailleurs, on laisse trop souvent le développement sur le plan socioculturel et sur celui de l'aménagement à la charge des administrations qui ne connaissent souvent pas vraiment le quartier, ni les groupes qui y habitent. Les associations et les animateurs ont une chance énorme d'ouvrir les administrations à ces aspects. Si on veut développer, on ne doit pas être « top down », il faut faire avec les habitants.

Mais, d'un autre côté, on ne change pas les choses si on ne connaît pas les règles juridiques et celles du jeu politique et démocratique. C'est pourquoi les associations et les animateurs doivent se former à ces règles.

Enfin, il faut lutter contre l'oubli : oubli de l'histoire du quartier, histoire de telle ou telle revendication et cela nécessite aussi tout un travail qui est au coeur de l'animation.

3. Le vivre ensemble des générations, et plus particulièrement la question des aînés avec les autres générations

Voilà 20 ans que l'on sait qu'il allait y avoir un changement démographique important avec le vieillissement de la population. Il s'est créé une hétérogénéité nouvelle et énorme entre les jeunes retraités actifs et avides d'accès aux loisirs, ceux du milieu et les plus vieux. Les aînés ne forment plus un groupe homogène. Or, les sciences sociales n'ont pas pour autant développé d'outils adaptés à cette nouvelle situation.

De plus, la diversité entre les groupes sociaux s'accroît aussi. Pourtant cette diversité, ces diversités, culturelles, générationnelles, sont des chances, mais ce n'est pas donné : il faut y travailler pour que la diversité devienne une ressource, une chance. Comment y travailler ? avec quels outils ? Voilà un enjeu de formation pour l'animation socioculturelle.

4. Les champs d'apprentissage en dehors de l'école et des familles.

Il ne s'agit pas ici de taper sur l'école, mais, souvent, nos enfants y apprennent des choses qu'ils ne veulent pas forcément apprendre, dont ils ne voient pas le sens. Du coup, il devient très important d'avoir des lieux où on peut apprendre en dehors de l'école et en dehors des familles : apprendre dans tous ces groupes divers, apprendre pendant son temps libre, apprendre dans son quartier, avec des gens qui ont des couleurs, des religions différentes et qui appartiennent à des classes sociales différentes : l'apprentissage ensemble.... C'est clair que les églises jouaient un peu ce rôle, mais c'était beaucoup plus homogène qu'une Maison de Quartier, même s'il est vrai qu'une Maison de Quartier peut exclure, parfois à son corps défendant : des gens n'y viennent pas parce que d'autres sont là. Du coup, il devient extrêmement important de donner toute son importance à l'accueil. Or, dans les grandes maisons de quartier, on voit ça par exemple à Zurich, les animateurs risquent de devenir les concierges avec leur gros trousseau de clés : leur priorité, c'est de veiller à ce que les portes soient fermées après l'usage du local, de ne pas trop utiliser les tasses parce que ça se casse, etc. Dès lors, ils ne sortent plus dans le quartier, sont peu à l'écoute d'initiatives, d'idées peut-être un peu farfelues.

Qu'en déduire en termes de compétences pour l'animation socioculturelle ? Que faut-il savoir et savoir faire pour créer des liens dans ce contexte où tout pousse à la création de blocs homogènes ? Les administrations communales devraient prêter une grande attention et avoir un grand intérêt à ce que ces liens se créent. L'animation socioculturelle n'est certes pas la seule à participer à la création de ces liens, et heureusement. Mais elle joue un rôle capital, car elle est la seule à disposer d'espaces comme des maisons de quartier où on a un peu d'ouverture, où on peut faire quelque chose qui n'était pas prévu, où peuvent se tisser des rencontres. Mais, de la part des professionnels, cela demande un doigté, de savoir créer des arrangements - on ne fait pas la même chose avec tous : on va créer, comme on dit en cuisine, des mises en place. Car on sait comment communiquer avec ceux-ci, comment encourager ceux-là, comment freiner les autres, « stiemulieren und balancieren ». Savoir encourager d'un côté, et même parfois en sachant être un peu directif, donner des idées... ne pas attendre que ça se passe. Mais cela demande des compétences au niveau des attitudes, au niveau de la communication et cela peut s'apprendre, un peu en tout cas, peut-être pas tout. Etre

modérateur, anticiper, réduire la complexité, valoriser. Des associations font des immenses boulettes, car elles oublient de dire merci, elles ne savent pas travailler avec des bénévoles qui sont tous différents. Là aussi, l'animateur doit avoir du doigté.

De plus, la cohésion sociale ne tombe pas du ciel. Travailler dans de tels contextes, c'est devoir faire face à des conflits, car ceux-ci sont inévitables, c'est devoir faire face à des contradictions. Donc, un instrument important pour l'animateur, c'est de ne pas avoir peur du conflit. Il doit apprendre à gérer ces conflits, trouver les moyens qui permettent de les empoigner, de les surmonter.

Et pourquoi ne pas compléter sa formation à la HETS avec un module sur les droits humains ? C'est important, car l'animation socioculturelle, c'est un métier qui se réfère tout le temps à des valeurs et celles-ci sont en lien avec les droits humains. Il faut disposer de ressources pour développer cette idée de droits humains dans une société qui ne permet pas à tout le monde de pouvoir s'exprimer.

Mais pour terminer, revenons sur cette idée de complexification du monde et cette nécessité de disposer d'outils pour maîtriser la complexité. Un des éléments-clés constitutifs de la complexité, c'est la question des dilemmes qui sont de plus en plus nombreux et de plus en plus forts. Dans le domaine du social, on est sans cesse confronté à des questions ouvertes, il n'y a pas de réponse toute faite et on est pris dans des dilemmes. Oser affronter ces dilemmes, ne pas avoir peur de l'incertitude, c'est essentiel pour mieux maîtriser la complexité du monde. C'est aussi essentiel pour affronter la complexité du métier d'animateur. Et cela se construit et dès la formation : c'est pourquoi, certains essaient de travailler avec les étudiants de la HETS sur ces questions de dilemmes, et à partir de dilemmes.

L'animation socioculturelle : un métier soumis davantage à l'usure que d'autres ?

Plusieurs interventions ont fait ressortir l'idée que l'animation socioculturelle se doit de « donner un nouveau souffle » à la société. Cela implique que, dans l'animation, deux aspects sont fortement entremêlés, contribuant tous deux à l'identité même des professionnels :

- un aspect militant
- un aspect de professionnel, maîtrisant des techniques et appelé à continuellement mettre les gens en liens.

Le fait de devoir vivre sous cette double identité pendant longtemps dans une société où il y a une augmentation des tensions, des conflits, ne contient-il pas un aspect d'usure ? Et comment gère-t-on alors cette dimension d'usure des professionnels qui doivent faire face, toute la vie durant, à ces conflits dus à cette double identité ? Quelles sont les mesures qui sont prévues pour l'accompagnement et la prise en charge de ce personnel ?

Le rôle des comités est alors mis en évidence. Pour certains, il est très fort : en cherchant à travailler de concert, en partenariat, en proximité avec les professionnels, on peut contribuer à les soutenir dans leurs tâches, à réduire ces usures potentielles. Mais cette idée de travail en partenariat suppose que les comités ne se mettent pas dans une perspective qui voudrait qu'il y ait des gens qui décident et d'autres qui agissent. C'est du reste souvent cette idée de travail de concert, en partenariat qui donne du sens au rôle des militants bénévoles et qui fait qu'ils continuent à oeuvrer dans l'associations.

Mais, en fait, c'est réciproque : une des tâches fondamentales des professionnels, c'est aussi de faire en sorte que les membres d'un comité trouvent du sens à ce qu'ils font et trouvent aussi du plaisir dans l'exercice de cette tâche. C'est dans cette perspective que les professionnels doivent accorder une attention forte sur l'organisation de fêtes. Non seulement parce que ce sont des moments de plaisir, mais aussi parce qu'on peut recréer là des rituels dans une société qui est complètement déritualisée, à part le fait d'aller faire ses courses le samedi à la Migros... ou alors les matchs de foot peut-être. Le sens des fêtes de quartier est tellement large qu'on peut contribuer à créer ce sens et un sentiment d'être ensemble. On peut trouver des moyens de dynamiser ce sentiment, par exemple, en demandant à tous les gens qui avaient bénéficié de prêts de salles de s'investir dans la fête. C'est important de ne pas mettre une relation d'argent dans ces mises à disposition de salles, mais de jouer sur la contrepartie sous forme de participation. Du coup, on retrouve toute une équipe de gens qui viennent partager un moment ensemble. Rythmer la vie des gens dans un quartier par des rituels, notamment festifs, remobilise non seulement les habitants (certains ne viennent que pour ces moments, d'autres investissent les activités de la maison à partir de là), mais aussi les membres du comité et les professionnels. Pour un animateur, une animatrice, c'est un plaisir énorme que de voir tous ces gens qui ont la banane, de voir mille enfants dans un défilé, d'offrir la soupe, de voir que tous ensemble, on se retrouve autour d'un concert... C'est un moment où on est hors du temps. C'est en tout cas quelque chose qui (re)motive, même s'il n'y a pas que les fêtes de quartier dans les tâches d'un animateur. Mais quand on arrive à construire l'action, à mobiliser un maximum de gens possibles, on se rend alors compte qu'il y a plein de monde qui s'est investi et alors, là, il y a un truc qui se passe.

Au-delà de cette remobilisation par l'action et le sens que le professionnel y trouve, des outils professionnels existent aussi pour pallier au risque d'usure : on parle d'intervision, on parle de supervision, de réflexion commune. Mais cela coûte beaucoup d'argent et ce n'est pas toujours possible de mettre ça sur pied. Alors, de manière plus continue, essayons d'abord de créer dans les

équipes une attitude de dialogue, où on prend du recul, où on sait pourquoi on fait ça comme ça. En effet, les équipes qui ne font que du bricolage s'usent très vite. Ça fait partie d'un acte professionnel que d'aller en arrière, pour voir ce qu'on a fait. Et de prendre la peine de s'arrêter pour se regarder fonctionner, comme dans un miroir. Et si on le fait régulièrement, on a moins de danger de basculer.

Sur un plan plus général, celui du quartier, de la ville, l'animation est une profession qui est au coeur des changements, et elle y est installée, beaucoup plus que d'autres professions du social. Se pose alors le problème de la continuité à assurer : les militants des associations sont encore souvent des anciens qui ont tout un parcours de militance associative et il faut veiller d'une part à travailler en confiance avec des professionnels qui sont souvent d'une génération bien plus jeune et, d'autre part, à assurer un passage de témoin à de nouvelles générations de militants.

Mais si on veut façonner le futur et qu'on ne connaît pas le passé, cela va être difficile. Parce qu'alors, on va commettre des erreurs et on risque de vexer ceux qui ont oeuvré jusqu'à présent. Du coup, il est nécessaire de regarder aussi en arrière pour comprendre l'histoire, pour ne pas toujours réinventer les choses, pour valoriser ce capital de savoir, d'expérience dans ces quartiers. Regarder en arrière pour créer le futur. Là, les vieux sont importants.

La question de l'usure dans une société où les tensions sont en augmentation a été largement évoquée. Mais l'usure trouve aussi racine dans la multiplication de ces dilemmes auxquels il a déjà été fait allusion : dilemmes sociaux, mais aussi dilemmes liés à l'exercice de la profession. Songeons à la multiplication de ces contrats de prestations qui deviennent juste énormes, à la multiplication de ces processus exigeant des actions focus évaluables. De plus, le contexte devient de plus en plus fluctuant : il y a quelques années, à Genève, on attendait des professionnels de l'animation qu'ils oeuvrent pour la cohésion sociale. Maintenant, on est passé à l'inclusion sociale. Qu'est-ce qu'il y aura avec le prochain Conseiller d'Etat ? On peut se poser des questions...

Et maintenant ?

Militants des associations et professionnels de l'animation ont finalement toujours eu le même but : faire en sorte de créer un mieux vivre ensemble. Alors qu'est-ce qui change ? qu'est-ce qui va changer ? La manière dont va se créer ce mieux vivre ensemble ? Les moyens utilisés jusqu'à présent comme les fêtes ou les moments de rencontre restent-ils valides, y a-t-il d'autres moyens à promouvoir et pourquoi ? Dans quelle direction cela devrait-il ou pourrait-il aller ?

L'animation traverse une époque particulière. La profession est menacée dans un contexte politique incertain. On met beaucoup d'énergie à combattre, on se polarise dans la défense, mais cela ne nous empêche-t-il pas d'être créatif pour innover dans nos pratiques, pour avoir un coup d'avance ? L'animation a peut-être besoin d'avoir un nouveau souffle, d'un truc qui relance la machine, pour qu'on puisse donner des réponses autrement plus convaincantes.

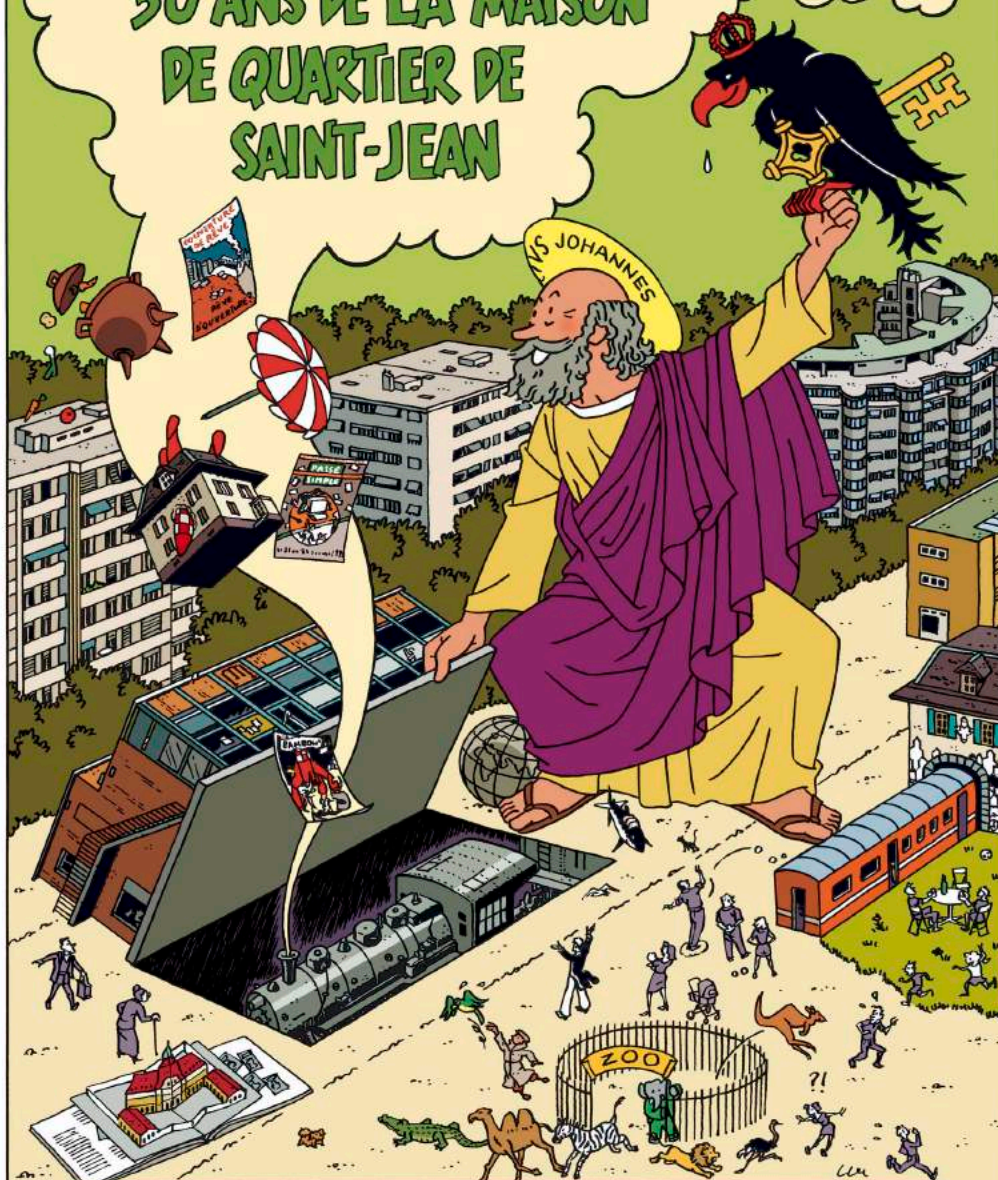
D'aucuns évoquent le côté moderne de l'action hors les murs, dans la rue qui réduirait les lieux comme les maisons de quartier à une forme un peu désuète de l'animation socioculturelle. Il a été rappelé avec force durant cette soirée que le problème ne se situe pas à ce niveau. Une maison de quartier, du reste, n'est pas fermée à l'intérieur de ses murs. On a beaucoup utilisé la métaphore de la maison de quartier comme un laboratoire. Or, il faut savoir que si dans le laboratoire, il y a des alambics, il est nécessaire de sortir pour chercher des essences, sinon les alambics, ils ne bossent pas. Donc il est nécessaire de sortir au contact du quartier, et une maison de quartier, elle doit avoir sa zone d'influence comme une Migros. Et elle ne doit pas faire de l'accueil comme à Swisscom où il faut entrer pour créer le contact.

Le problème n'est donc pas là. Il est dans l'opposition d'une partie croissante des élus à des actions de prévention primaire visant à l'émancipation collective, à la participation.

Il est aussi ailleurs : l'animation appartient aux habitants et, actuellement, le risque est que ceux-ci se la fasse confisquer. Confisquer par une volonté d'assurer des principes de gestion publique qui donnent le pouvoir à celui qui paie, ou à celui qui prétend détenir la capacité d'assurer un bon management. Si l'on veut faire en sorte que l'aventure de l'animation socioculturelle puisse continuer, l'enjeu est de ne pas se la faire confisquer.

Dans ce monde complexe où tout se monétarise, il faut insister sur ces notions qui sont difficiles à quantifier en termes monétaires : le plaisir d'être d'ici, la satisfaction pour tout un chacun de participer au bien-être collectif, même si cet apport peut être minime. Si on a pu contribuer à faire dire à un enfant, grâce à une toute petite activité, que c'était le plus beau jour de sa vie, c'est tout aussi important que de monter une action pour sauver la poste de son quartier...

RÉALISATION DANS LE CADRE DES 30 ANS DE LA MAISON DE QUARTIER DE SAINT-JEAN



L'ASSOCIATION DE LA MQ SAINT-JEAN BÉNÉFICIE DU SOUTIEN DU DÉPARTEMENT
DE LA COHÉSION SOCIALE ET DE LA SOLIDARITÉ DE LA VILLE DE GENÈVE
ET DE LA FONDATION POUR L'ANIMATION SOCIOCULTURELLE

